

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 92-570 du 11 septembre 1992 portant Statut général de la Fonction publique ;

Vu le décret n° 63-163 du 11 avril 1963 portant institution d'une indemnité représentative de frais en faveur des fonctionnaires et agents occupant certains emplois, tel que modifié par le décret n° 81-642 du 5 août 1981 ;

Vu le décret n° 2014-524 du 15 septembre 2014 portant organisation du ministère du Tourisme ;

Vu le décret n° 2015-17 du 14 janvier 2015 portant organisation du Cabinet ministériel ;

Vu le décret n° 2017-12 du 10 janvier 2017 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-14 du 11 janvier 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-45 du 25 janvier 2017 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article 1. — M. APHING-KOUASSI N'Dri Germain, mle 290 488-B, enseignant-chercheur, grade A5, 2^e classe, 1^{er} échelon, est nommé directeur de Cabinet du ministre du Tourisme.

Art. 2. — L'intéressé aura droit aux indemnités et avantages prévus par les textes en vigueur.

Art. 3. — Le ministre du Tourisme, le ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat, le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration assurent, chacun en ce qui le concerne, l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 25 janvier 2017.

Alassane OUATTARA.

DECRET n° 2017-61 du 25 janvier 2017 portant nomination du directeur de Cabinet du secrétaire d'Etat chargé de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du secrétaire d'Etat, chargé de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 63-163 du 11 avril 1963 portant institution d'une indemnité représentative de frais en faveur des fonctionnaires et agents occupant certains emplois, tel que modifié par le décret n° 81-642 du 5 août 1981 ;

Vu le décret n° 78-286 du 25 mars 1978 instituant des indemnités au profit de certains membres des cabinets ministériels ;

Vu le décret n° 98-740 du 22 décembre 1998 fixant les grades minima d'accès à certaines fonctions de l'Etat ;

Vu le décret n° 2015-17 du 14 janvier 2015 portant organisation du cabinet ministériel ;

Vu le décret n° 2017-12 du 10 janvier 2017 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-14 du 11 janvier 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-45 du 25 janvier 2017 portant attributions des membres du Gouvernement,

DECRETE :

Article 1. — M. AHONZO Avou Gnankan Alexis, mle 146 212-Y, préfet hors grade, 3^e échelon, est nommé directeur de Cabinet du Secrétaire d'Etat chargé de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle.

Art. 2. — L'intéressé aura droit aux indemnités et avantages prévus par les textes en vigueur.

Art. 3. — Le secrétaire d'Etat, chargé de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, le ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat, le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration assurent, chacun en ce qui le concerne, l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 25 janvier 2017.

Alassane OUATTARA.

DECRET n° 2017-135 du 24 février 2017 mettant fin au détachement d'un magistrat et le nommant en qualité d'inspecteur des Services judiciaires et pénitentiaires.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'Homme,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n° 78-662 du 4 août 1978 portant Statut de la magistrature, telle que modifiée et complétée par les lois n° 94-437 du 16 août 1994 et 94-498 du 6 septembre 1994 ;

Vu le décret n° 78-697 du 24 août 1978 pris pour l'application de la loi n° 78-662 du 4 août 1978 portant Statut de la magistrature, tel que modifié et complété par les décrets n° 80-1192 du 28 octobre 1980, 85-1092 du 16 octobre 1985, 94-525 du 21 septembre 1994, 94-665 du 21 décembre 1994 et 97-580 du 8 octobre 1997 ;

Vu le décret n° 2012-14 du 18 janvier 2012 portant organisation, attributions et fonctionnement de l'inspection générale des Services judiciaires et pénitentiaires ;

Vu le décret n° 2016-478 du 7 juillet 2016 portant organisation du ministère de la Justice ;

Vu le décret n° 2016-1171 du 30 décembre 2016 portant détachement d'un magistrat ;

Vu le décret n° 2017-12 du 10 janvier 2017 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-14 du 11 janvier 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu les nécessités de service,

DECRETE :

Article 1. — Il est mis fin au détachement auprès du ministère des Droits de l'Homme et des Libertés publiques, de M. MANLAN Ehounou Kan Laurent, mle 252 219-R, magistrat du 1^{er} grade, 1^{er} groupe.

Art. 2. — M. MANLAN Ehounou Kan Laurent est nommé inspecteur des Services judiciaires et pénitentiaires à l'inspection générale des Services judiciaires et pénitentiaires.

Art. 3. — L'intéressé aura droit aux traitements et avantages prévus par les textes en vigueur.

Art. 4. — Le garde des Sceaux, ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, le ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat et le ministre de l'Economie et des Finances assurent, chacun en ce qui le concerne, l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 24 février 2017.

Alassane OUATTARA.

DECRET n° 2017-156 du 1^{er} mars 2017 portant organisation du secrétariat d'Etat, chargé de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport du ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 2011-290 du 12 octobre 2011 portant institution du poste de directeur des Ressources humaines dans tous les ministères ;

Vu le décret n° 2012-1159 du 19 décembre 2012 portant institution d'un département en charge de la Planification et des Statistiques au sein des ministères ;

Vu le décret n° 2015-17 du 14 janvier 2015 portant organisation du Cabinet ministériel ;

Vu le décret n° 2017-12 du 10 janvier 2017 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-14 du 11 janvier 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-45 du 25 janvier 2017 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article 1. — Pour l'exercice de ses attributions, le secrétaire d'Etat chargé de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, par délégation du ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, dispose outre le Cabinet, de directions et d'un service rattaché au Cabinet, de directions centrales ainsi que de services extérieurs qu'il est chargé d'organiser par arrêté.

CHAPITRE 1

Le Cabinet

Art. 2. — Le Cabinet comprend :

- un directeur de Cabinet ;
- un chef de Cabinet ;
- quatre conseillers techniques ;
- quatre chargés d'Etudes ;
- un chargé de Mission ;
- un chef du Secrétariat particulier.

CHAPITRE 2

Les directions et service rattachés au Cabinet

Art. 3. — Les directions et service rattachés au Cabinet sont :

- la direction des Affaires financières ;
- la direction des Ressources humaines ;
- la direction des Affaires juridiques ;
- la direction de la Planification et des Statistiques ;
- la direction des Projets, de l'Equipeement et de la Maintenance ;
- le service de la Communication, de la Documentation et des Archives.

Art. 4. — La direction des Affaires financières est chargée :

- de préparer le budget du secrétariat d'Etat et d'en assurer l'exécution ;
- de préparer les actes de gestion du secrétariat d'Etat ;
- d'assurer la gestion du patrimoine du secrétariat d'Etat.

La direction des Affaires financières est dirigée par un directeur nommé par décret pris en Conseil des ministres. Il a rang de directeur d'administration centrale.

La direction des Affaires financières comprend trois sous-directions :

- la sous-direction du Budget et de la Comptabilité ;
- la sous-direction de la Logistique et du Patrimoine ;
- la sous-direction des Marchés.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

Art. 5. — La direction des Ressources humaines est chargée :

- d'assurer la gestion et le suivi des carrières des agents du secrétariat d'Etat ;
- de promouvoir la formation continue des agents et le suivi des stages ;
- de veiller à l'application des textes législatifs et réglementaires dans le traitement des parcours professionnels des agents ;
- d'assurer le contrôle des effectifs et de l'emploi des compétences des agents mis à la disposition du secrétariat d'Etat.

La direction des Ressources humaines est dirigée par un directeur nommé par décret pris en Conseil des ministres. Il a rang de directeur d'administration centrale.

La direction des Ressources humaines comprend deux sous-directions :

- la sous-direction de la Gestion du Personnel ;
- la sous-direction de la Formation et des Stages.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

Art. 6. — La direction des Affaires juridiques est chargée :

- d'assister les directions et services rattachés, les directions centrales et les structures sous tutelle, dans la rédaction des projets de textes législatifs et réglementaires ;
- d'apporter un appui technique dans la rédaction des projets de textes ;
- d'assurer l'assistance et le conseil en matière juridique ;
- d'étudier et de rédiger les projets de convention ;
- de gérer les contentieux du secrétariat d'Etat, en liaison avec les services concernés de l'agence judiciaire du Trésor ;
- de participer aux négociations ayant trait à la formation professionnelle ;
- d'assurer le suivi de la vie des textes, en liaison avec le secrétariat général du Gouvernement et les structures techniques concernées.

La direction des Affaires juridiques est dirigée par un directeur nommé par décret pris en Conseil des ministres. Il a rang de directeur d'administration centrale.

La direction des Affaires juridiques comprend deux sous-directions :

- la sous-direction de la Rédaction et du Suivi des Textes ;
- la sous-direction du Contentieux.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

Art. 7. — La direction de la Planification et des Statistiques est chargée :

- de coordonner l'élaboration d'un plan général et d'une programmation pluriannuelle des activités et projets du secrétariat d'Etat ;
- d'assurer le suivi-évaluation des activités et projets du secrétariat d'Etat, en liaison avec les services concernés ;
- de réaliser toutes les études statistiques relatives aux différents domaines d'activités ;
- de veiller à la mise en place et à la pérennisation d'un système intégré de collecte et de traitement de données.

La direction de la Planification et des Statistiques est dirigée par un directeur nommé par décret pris en Conseil des ministres. Il a rang de directeur d'administration centrale.

La direction de la Planification et des Statistiques comprend deux sous-directions :

- la sous-direction de la Planification et de la Prospective ;
- la sous-direction des Etudes et des Statistiques.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

Art. 8. — La direction des Projets, de l'Equipeement et de la Maintenance est chargée :

- d'assurer la conception, le suivi et le contrôle de l'exécution technique et financière des projets ;
- de produire les rapports trimestriels, semestriels et annuels sur la gestion des projets ;

- d'assurer l'évaluation à mi-parcours et finale de l'exécution des projets et programmes, et de faire réaliser l'étude d'impact des projets ;
- d'assurer l'évaluation des chefs de projets ainsi que de leurs équipes ;
- d'effectuer des visites de chantiers pour suivre l'évolution physique des travaux ;
- d'assurer la maintenance préventive et curative des équipements et infrastructures de l'ensemble des structures publiques du ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle ;
- d'élaborer une politique cohérente de maintenance et de pérennisation des équipements dans toutes les structures du secrétariat d'Etat ;
- de constituer une documentation technique sur les équipements et les infrastructures ;
- de suivre l'exécution des contrats de sous-traitance ;
- de veiller à la bonne exécution des contrats ;
- de participer au choix des équipements lors de leur acquisition.

La direction des Projets, de l'Equipeement et de la Maintenance est dirigée par un directeur nommé par décret pris en Conseil des ministres. Il a rang de directeur d'administration centrale.

La direction des Projets, de l'Equipeement et de la Maintenance comprend trois sous-directions :

- la sous-direction des Etudes, du Suivi et de l'Evaluation des Projets ;
- la sous-direction des Relations avec les partenaires techniques ;
- la sous-direction de l'Equipeement et de la Maintenance.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

Art. 9. — Le service de la Communication, de la Documentation et des Archives est chargé :

- de mettre en œuvre la communication du secrétariat d'Etat ;
- de gérer l'unité documentaire et les archives du secrétariat d'Etat ;
- de contribuer à la promotion de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication ;
- d'animer le site Internet du secrétariat d'Etat.

Le service de la Communication, de la Documentation et des Archives est dirigé par un chef de Service nommé par arrêté. Il a rang de sous-directeur d'administration centrale.

CHAPITRE 3

Les directions centrales

Art. 10. — Les directions centrales sont :

- la direction des Examens, des Concours, de l'Orientation et des Bourses ;
- la direction de la Pédagogie et du Développement des Programmes ;
- la direction des Filières, de l'Innovation et de la Qualité ;
- la direction de la Formation professionnelle initiale ;
- la direction de l'Apprentissage et de l'Insertion professionnelle ;
- la direction de la Formation professionnelle continue et des Relations avec le Secteur productif.

Les directions sont dirigées par des directeurs nommés par décret pris en Conseil des ministres. Ils ont rang de directeur d'administration centrale.

Art. 11. — La direction des Examens, des Concours, de l'Orientation et des Bourses est chargée :

- d'organiser l'ensemble des examens préparant aux diplômes d'Etat de la Formation professionnelle ;
- d'organiser l'ensemble des concours d'entrée dans les établissements de formation professionnelle ;
- de participer aux travaux de la commission d'équivalence des diplômes ;
- d'élaborer le répertoire national de la certification, en liaison avec les branches professionnelles ;
- d'informer les apprenants et les partenaires sur les métiers, les offres de formation et les conditions d'accès aux formations dispensées dans les structures de formation professionnelle ;
- de procéder à l'orientation des élèves de l'enseignement général dans les structures de formation professionnelle ;
- d'organiser les commissions techniques d'attribution et de renouvellement des bourses en Côte d'Ivoire et hors Côte d'Ivoire.

La direction des Examens, des Concours, de l'Orientation et des Bourses comprend quatre sous-directions :

- la sous-direction des Examens de la Formation professionnelle ;
- la sous-direction des Concours de la Formation professionnelle ;
- la sous-direction de l'Information et de l'Orientation ;
- la sous-direction des Bourses.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

Art. 12. — La direction de la Pédagogie et du Développement des Programmes est chargée :

- d'assurer l'encadrement pédagogique des formations et des formateurs dans les établissements de formation professionnelle ;
- de concevoir et de réaliser des manuels scolaires et des matériels didactiques ;
- de mettre en œuvre le partenariat avec les milieux professionnels dans le domaine pédagogique ;
- de concevoir, de planifier, de réaliser et d'implanter les curricula ;
- d'assurer la veille pédagogique sur les programmes, curricula et méthodes, et sur les nouvelles technologies ;
- de produire, d'éditer et de diffuser tout document pédagogique officiel de référence.

La direction de la Pédagogie et du Développement des Programmes comprend trois sous-directions :

- la sous-direction du Partenariat et des Branches professionnelles ;
- la sous-direction du Développement des Curricula ;
- la sous-direction de l'Encadrement pédagogique.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

Art. 13. — La direction des Filières, de l'Innovation et de la Qualité est chargée :

- d'assurer la veille pédagogique sur les filières, les programmes, les curricula et les méthodes ;
- d'assurer le suivi de l'évolution des filières en tenant compte du marché de l'emploi ;
- d'assurer la valorisation des produits de la recherche dans les structures de formation ;
- d'assurer le rôle de veille et d'innovation technologique ;
- de procéder à l'assistance, à la planification et à la mise en œuvre de la politique de normalisation et de gestion de la qualité au sein du secrétariat d'Etat ;
- de veiller à la promotion de la culture des procédures d'évaluation au sein du secrétariat d'Etat.

La direction des Filières, de l'Innovation et de la Qualité est dirigée par un directeur nommé par décret pris en Conseil des ministres. Il a rang de directeur d'administration centrale.

La direction des Filières, de l'Innovation et de la Qualité comprend deux sous-directions :

- la sous-direction des Filières ;
- la sous-direction de l'Innovation et de la Qualité.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

Art. 14. — La direction de la Formation professionnelle initiale est chargée :

- d'assurer le suivi administratif des structures de formation professionnelle ;
- de veiller au bon fonctionnement et à la qualité des formations dispensées dans les établissements de formation professionnelle ;
- de promouvoir la formation professionnelle par alternance ;
- d'apporter une assistance aux organisations professionnelles et aux collectivités décentralisées pour l'implantation d'établissements publics de formation professionnelle.

La direction de la Formation professionnelle initiale comprend deux sous-directions :

- la sous-direction des Etablissements professionnels publics ;
- la sous-direction de la Promotion de la Formation par alternance.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

Art. 15. — La direction de l'Apprentissage et de l'Insertion professionnelle est chargée :

- de mettre en œuvre la formation professionnelle par apprentissage ;
- d'assurer l'information sur l'apprentissage auprès des entreprises au travers des branches professionnelles, des établissements de formation des jeunes ;
- d'élaborer la carte des formations par apprentissage ;
- d'assurer le suivi pédagogique des apprentis et des centres de formation ;
- de participer aux commissions d'habilitation des maîtres d'apprentissage au sein des branches professionnelles ;
- d'évaluer les formations par apprentissage et de proposer des améliorations ;
- d'assurer l'insertion socioprofessionnelle des jeunes formés, notamment en coordonnant les activités de stages, en liaison avec les établissements de formation professionnelle publics et privés ;
- de promouvoir l'entrepreneuriat et l'auto-emploi.

La direction de l'Apprentissage et de l'Insertion professionnelle comprend trois sous-directions :

- la sous-direction de la Formation qualifiante ;
- la sous-direction du Développement de l'Apprentissage ;
- la sous-direction de l'Entrepreneuriat, de l'Insertion professionnelle et de l'Auto-emploi.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

Art. 16. — La direction de la Formation professionnelle continue et des Relations avec le Secteur productif est chargée :

- de suivre le partenariat avec les milieux professionnels ;
- de promouvoir la formation professionnelle continue ;
- de prospecter et d'identifier des besoins en matière de formation professionnelle continue ;

- d'habiliter les cabinets privés de formation ;
- d'éveiller à l'application de la réglementation de l'activité d'opérateurs de formation et au contenu des formations ;
- d'assurer le suivi et le contrôle des formations dispensées par les cabinets privés de formation ;
- d'élaborer le guide des activités des structures de formation continue.

La direction de la Formation professionnelle continue et des Relations avec le Secteur productif comprend deux sous-directions :

- la sous-direction de la Formation professionnelle continue ;
- la sous-direction des Relations avec le Secteur productif.

Les sous-directions sont dirigées par des sous-directeurs nommés par arrêté du ministre. Ils ont rang de sous-directeur d'administration centrale.

CHAPITRE 4

Les services extérieurs

Art. 17. — Les services extérieurs sont constitués de directions régionales et de directions départementales de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle.

Les directeurs régionaux et les directeurs départementaux sont nommés par arrêté.

CHAPITRE 5

Disposition finale

Art. 18. — Le secrétaire d'Etat, chargé de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 1^{er} mars 2017.

Alassane OUATTARA.

DECRET n° 2017-189 du 22 mars 2017 portant ratification de l'Accord de Services IJARAH n° 2 IVC-0047 d'un montant total de trois millions sept cent quarante mille (3 740 000) euros, soit deux milliards quatre cent cinquante-trois millions deux cent soixante-dix-neuf mille cent quatre-vingts (2.453.279.180) francs CFA, conclu le 22 décembre 2016, entre la Banque islamique de Développement, BID, et la République de Côte d'Ivoire, en vue du financement du projet d'amélioration durable de la situation de l'assainissement et du drainage des eaux pluviales de la ville d'Abidjan.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du ministre des Affaires étrangères, du ministre de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme, du ministre du Plan et du Développement, du ministre du Budget et du Portefeuille de l'Etat et du ministre de l'Economie et des Finances,

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 61-157 du 18 mai 1961 relatif à la ratification et à la publication des engagements internationaux souscrits par la Côte d'Ivoire ;

Vu le décret n° 2017-12 du 10 janvier 2017 portant nomination du Premier Ministre, chef du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-14 du 11 janvier 2017 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2017-45 du 25 janvier 2017 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Vu l'Accord de services IJARAH n° 2 IVC-0047 du 22 décembre 2016 relatif au financement du projet d'amélioration durable de la situation de l'assainissement et du drainage des eaux pluviales de la ville d'Abidjan ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article 1. — L'Accord de services IJARAH n° 2 IVC-0047 d'un montant de 3.740.000 euros, soit deux 2.453.279.180 francs CFA, conclu le 22 décembre 2016, entre la Banque islamique de Développement, BID, et la République de Côte d'Ivoire, en vue